



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

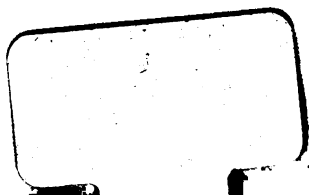
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



Genève considérée

RÉPLIQUE

c^o+

DU

CONSEIL DES ÉTATS-UNIS

A L'ARGUMENT

DU CONSEIL DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE

FAITE LE 23 AOUT 1872.



o

GENÈVE

IMPRIMERIE CAREY FRÈRES, VIEUX-COLLÈGE, 3-4

—
1872

FEB 6 1940

REPLIQUE.

Réplique du Conseil des Etats-Unis à l'argument du Conseil de Sa Majesté Britannique sur la question spéciale de l'effet légal de l'entrée de la « Florida » dans le port de Mobile après avoir quitté les Bahamas et avant de faire des prises.

La Florida, après son équipement illégal comme vaisseau de guerre sur le territoire neutre de la Grande-Bretagne et après avoir complété son armement, ses munitions de guerre et son équipage sur le même territoire neutre, partit, munie d'une commission des Etats confédérés. Après avoir échoué dans sa tentative d'augmenter son équipage en violant la neutralité de l'Espagne, elle se glissa dans Mobile en trom-

pant les vaisseaux qui bloquaient ce port au moyen de son origine britannique. Elle y demeura enfermée quatre mois avant de réussir à tromper la vigilance des vaisseaux qui bloquaient ce port et elle y obtint, dit-on, une augmentation à son équipage. Ses prises s'opérèrent *après* son départ de Mobile, et on sou-
lève maintenant, en se basant sur les faits, la question de droit public suivante: « La Grande-Bretagne est-elle relevée de sa responsabilité vis-à-vis des Etats-Unis pour les déprédations de la Florida par le fait de ce séjour dans un port des Etats confédérés ? » Cette question suppose par conséquent que sans ce séjour la responsabilité existerait, et on cherche, au moyen de ce séjour, à démontrer que la responsabilité n'existe pas. Le Conseil de Sa Majesté Britannique a discuté la question et nous présentons ici une courte réponse à ses arguments.

I.

On a dit que les limites à la responsabilité des neutres pour les actes d'un croiseur, actes dont ils continueraient sans cela à être responsables, peuvent se trouver dans le *principe* de la loi qui règle le commerce neutre de la contrebande de guerre et le droit des belligérants de l'empêcher. Il paraîtrait que cette règle consiste en ce que le droit du belligérant d'intercepter et de punir le commerce de contrebande de guerre fait par un neutre, doit s'exercer pendant le *voyage coupable même* et que la fin de ce voyage met un terme au droit du belligérant et à la responsabilité du neutre. Au point de vue où nous nous plaçons, il est inutile de considérer si la plus stricte ou la plus large mesure de la durée du *voyage coupable* est la mesure convenable.

Il nous semble qu'une bien petite attention à la nature de la lutte entre le droit des neutres de faire le commerce et le droit des belligérants de restreindre et d'empêcher ce commerce et à la solution de ces droits opposés et contradictoires telle que le droit international nous la donne, est nécessaire pour rejeter, comme sans valeur, dans la discussion actuelle, l'analogie proposée.

Les nations neutres insistent et avec raison pour que leur commerce ne soit pas interrompu à cause d'une guerre entre deux belligérants. Mais elles accordent aux puissances belligérantes le droit de chercher à détruire leurs commerces respectifs. Jusqu'à quel point le belligérant peut restreindre le commerce de son adversaire, qui, en définitive, est à son tour le commerce du neutre, et jusqu'à quel point le neutre doit consentir à ce que son commerce soit traité dans son second caractère de commerce de l'ennemi, tel est le problème à résoudre pour garantir la paix avec les neutres et pour limiter la guerre aux seuls belligérants.

La solution à laquelle on est arrivé, et telle qu'elle a été sagement et solidement constituée comme loi, s'applique : 1^o au commerce des neutres avec les ports fermés par un blocus effectif, 2^o à la visite et à la recherche des vaisseaux neutres, pour constater le caractère vraiment neutre du vaisseau et de sa cargaison, 3^o le droit d'intercepter et de confisquer la contrebande de guerre même lorsqu'elle appartient à des neutres ou qu'elle n'est pas à destination d'un port bloqué. Nous n'avons à parler que de ce dernier point.

Il n'y avait que trois manières de régler, du consentement des nations, cette question du commerce de contrebande. Premièrement, on pouvait proscrire ce commerce comme *hostile*

et par conséquent comme criminel, et comme entraînant la complicité et la responsabilité de la nation qui le permettait, le laissait faire ou ne faisait pas due diligence pour l'empêcher. Des publicistes distingués ont déclaré que c'était là le vrai principe, mais il n'a pas obtenu le consentement des nations. Secondement, on pouvait proclamer ce commerce libre de tout contrôle de la part des belligérants, de même que tout autre commerce neutre, et le soumettre à vérification seulement pour reconnaître s'il appartenait réellement à des neutres et pour ne l'exclure que des ports soumis à un blocus. On a soutenu ce principe, mais il n'a pas été admis. La dernière manière raisonnable de régler ce conflit de droits opposés et d'intérêts divers est celle qui a été acceptée et qui forme maintenant la loi des nations. Elle limite le droit des belligérants et ce qu'ils doivent supporter les neutres, à la *prévention* du commerce de contrebande par la force pour la prise et par la juridiction des prises pour la condamnation. Evidemment la limite naturelle et peut-être nécessaire de ce droit, aux termes mêmes de la règle, serait *flagrante delicto* ou durant le *voyage coupable*. Aller au delà serait abandonner la raison de la règle elle-même et aurait pour conséquence de faire considérer ce commerce comme un *acte d'hostilité*, alors que les nations n'ont pas consenti à le regarder comme tel. Mais adopter

le *principe* qui est la base de la règle, et essayer d'étendre son *application* au delà de la période de perpétration, entraînerait des difficultés pratiques insurmontables et des atteintes intolérables au commerce neutre innocent. Comment poursuivre la marchandise de contrebande elle-même dans son passage subséquent à travers les voies de distribution du commerce et cela lorsque cette marchandise est entre les mains de neutres complètement innocents? Tant que cette marchandise, au contraire, se trouve entre les mains de belligérants, ce fait suffit pour la soumettre au contrôle et aux opérations des belligérants sans s'inquiéter, ni de son caractère, ni de son origine. Bien plus, comment pourrait-on soumettre un vaisseau qui a été dans un précédent trajet le porteur coupable de la marchandise de contrebande à une action permanente des belligérants pour le délit primitif, sans soumettre tout le commerce neutre à des actes qui seraient de la nature d'une *punition forcée* de la nation neutre par le belligérant et qui exposeraient pour des actes d'hostilité, la nation neutre à un anéantissement pénal de son commerce ?

Nous croyons que l'on verra aisément que cette prétention de regarder cette *analogie* avec le commerce de contrebande comme devant donner la mesure de la responsabilité de la Grande-

Bretagne pour l'expédition hostile de la Florida n'est qu'une forme subtile de l'argumentation générale *que l'armement de « la Florida » n'était qu'un acte de contrebande de guerre et ne devait entraîner d'autre responsabilité que celle attachée à ce seul acte par la loi des nations*. Cette argumentation a été mise de côté par la règle du Traité, il n'est nul besoin par conséquent de l'examiner et de la discuter.

II.

La critique du jugement célèbre du *Chief justice* Marshall, dans le cas du *Gran Para*, ne paraît pas ébranler sa force et son autorité à l'égard de la question en discussion, c'est-à-dire si le fait d'avoir touché à un port appartenant à l'un des belligérants a mis fin au devoir et à la responsabilité du neutre au sujet d'un vaisseau qui, par son origine et son caractère antérieur, demeurerait entièrement à sa charge. Il ne sert à rien d'examiner les différences particulières que l'on peut faire ressortir entre les circonstances relatives au *Gran Para* et celles relatives à la Florida à cet égard. Rien dans l'enquête ne nous permet de croire que des circonstances autres que la *simple* visite de la Florida dans un port appartenant au Confédérés, lui aient enlevé son caractère d'être un instrument de guerre maritime fourni par une puissance neutre. Certainement le fait, à supposer qu'il existât ou qu'il fût démontré par enquête, de cet élément si changeant pendant des hostilités ou une navigation, c'est-à-dire la présence à bord de matelots différents ou d'un équipage augmenté, n'enlève pas au croiseur, à son armement, à ses munitions et à son équipement leur origine britannique et par consé-

quent ne diminue en rien la responsabilité de la Grande-Bretagne. Tous ces caractères ont subsisté jusqu'à la violation du blocus et ont permis à la Florida cette violation. Ils lui ont également permis d'employer dans sa croisière hostile les enrôlements qu'elle fit à Mobile. Et cependant l'argument du savant Conseil revient à ceci : que les *matelots* enrôlés à Mobile devinrent par là les éléments de la guerre maritime effective de la Florida, et que le vaisseau ainsi que ses qualités pour la guerre et la navigation « suffered a sea change » qui leur enlevèrent tout caractère britannique. Ce raisonnement est une inversion du principe, *Omne principale ad se trahit accessorium*.

III.

En fait, l'enquête au sujet de ce qui arriva à Mobile ne prouve nullement que l'équipage avec lequel la Florida a quitté Mobile ait été enrôlé dans cette ville. La force qu'elle puisa à Nassau et qui la mit en état de gagner le port de Mobile doit lui être restée. Toutes les causes pour cela continuèrent à subsister et dans un port sans vaisseaux, sans commerce et fermé aussi hermétiquement que l'était celui de Mobile il n'y avait pas d'autre alternative pour des marins, que de s'attacher au sort de la Florida. L'enquête ne contient aucun article maritime soit à Nassau, soit à Mobile et la liste faite par ou pour vérification par Thomson, à Liverpool, relativement à des poursuites entamées conformément au Foreign Enlistment Act. ne fut faite que par rapport à la nationalité et à l'endroit où, à la connaissance de Thomson, (qui la rejoignit d'abord à Mobile), il *les trouva en relations avec la Florida*. Il est très-possible que l'on ait fait, à Mobile, une espèce d'enrôlement ou d'engagement ayant l'air d'être fait à Mobile comme lieu de départ et cela pour les gages; la chose n'est pourtant pas prouvée. Un examen de l'*affidavit* de Thomson montrera que cet *affidavit* et la liste qui l'accompagne, eut rapport

seulement à l'équipage provenant de Mobile ou d'enrôlements subséquents et qu'il ne dit nullement qu'il n'y a pas eu à Mobile de *ré-engagements* de l'ancien équipage, excepté dans son propre cas à lui ou peut-être, en déduisant cela des incidents, dans quelques cas autres que le sien.

IV.

Le savant Conseil s'écarte, à ce qu'il nous semble, du sujet de la discussion pour se jeter dans une recherche un peu vague sur les conséquences relatives à l'*indemnité* que devait recevoir les Etats-Unis de la responsabilité de la Grande-Bretagne pour les violations de ses obligations telles qu'elles sont déterminées par les trois Règles du Traité, si le Tribunal reconnaissait cette responsabilité.

Nous avons examiné ce sujet dans notre argument présenté le 15 juin dernier et nous n'avons pas besoin d'y revenir, à moins qu'on ne nous le demande. Sans doute par un raisonnement minutieux et artificiel on peut chercher à prouver que le *dernier* homme nécessaire à un équipage pour la navigation ou le combat, ou la *dernière* corde ou le dernier matereau dont il n'a pu se passer, a été la cause coupable de toutes les déprédations subséquentes du croiseur, et que tout ce qui a précédé en fait de construction, d'équipement, d'armement, de munitions, d'officiers, de marins, sont absous de toute part dans la faute. Ce raisonnement peut démontrer la vérité du proverbe, « c'est la dernière once ajoutée au poids qui rompt le dos du chameau » mais ne pourra rien de plus. La

réponse est trop facile. C'est ce qui a précédé, qui fournit la possibilité et l'occasion d'incorporer quelque chose de nouveau et les préparatifs précédents étaient prêts eux-mêmes pour ces éléments flottants et occasionnels d'une guerre avantageuse, et par là, aussi bien que directement pour la guerre elle-même. Nous n'avons encore qu'à répéter : « *Omne principale ad se trahit accessorium.* » Les dispositions du Traité indiquent clairement quelle serait la responsabilité pour l'indemnité si la responsabilité pour la faute est établie.



